

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 21/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Sète Agglopôle Méditerranée

Route de Mèze
34560 VILLEVEYRAC

Références : UD34/H2/2022/275
Code AIOT : 0018300518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement de Sète Agglopôle Méditerranée implanté Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 VILLEVEYRAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sète Agglopôle Méditerranée
- Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 VILLEVEYRAC
- Code AIOT : 0018300518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) exploitée par Sète Agglopôle Méditerranée sur la commune de Villeveyrac est régulièrement autorisée au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le casier actuellement autorisé et exploité est situé au sud des casiers existants.

La durée d'exploitation de ce nouveau casier est de 27 ans à compter de la date d'accueil des premiers déchets dans le casier, pour une capacité totale maximale de 535 000 tonnes et un tonnage maximal de 16 000 t/an jusqu'en 2025 puis de 14 000t/an jusqu'à la fin de la période d'exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle par vidéo des déchargement
- Déchets admis

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 01/04/2021, article D541-48-1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Déchets entrants	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R.541-48-3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Attestation	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions des articles D541-48-1, R.541-48-3 et R.541-48-4 du code de l'environnement ne sont pas respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article D541-48-1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...]</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <p>«- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;</p> <p>«- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</p> <p>III [...]</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <p>« - le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;</p> <p>« - la finalité du traitement installé ;</p> <p>« - la durée de conservation des images ;</p> <p>« - le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;</p> <p>« - le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que</p> <p>« - la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p> <p>« L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p> <p>« L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours</p>

calendaires sur une année.

Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année.

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.

Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

V.-Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.

Constats : L'exploitant déclare à l'inspection ne pas avoir mis en place le dispositif de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes demandé à l'article D541-48-1 du code de l'environnement.

L'exploitant présente à l'inspection deux devis pour la mise en place de deux caméras :

- 1er devis établi par la société Vkelectronic (n° client 13204) daté du 16 novembre 2022,
- 2ème devis établi par la société (devis n°D488271) daté du 2/11/2022

Le cahier des charges pour la mise en place des caméras est en cours de rédaction.

L'exploitant transmet par courriel du 16 décembre 2022, le planning de réalisation des travaux pour la mise en place des caméras. Selon ce document, les travaux seront terminés au plus tard le 30 juin 2023.

Il est demandé à l'exploitant de respecter l'ensemble des dispositions de l'article D541-48-1 du code de l'environnement au plus tard le 30 juin 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Déchets entrants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R.541-48-3

Thème(s) : Actions nationales 2022, Procédure contrôle des déchets entrants

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques

requis. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;
2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.
Les modalités de mise en œuvre de cette procédure de contrôle, notamment le contenu du rapport de caractérisation, les analyses et tests requis et les conditions dans lesquelles s'opère le contrôle visuel, sont précisées par arrêté du ministre chargé des installations classées.
Constats : L'inspection constate qu'une procédure a été mise en place par l'exploitant qui prévoit un contrôle visuel des déchets.
L'exploitant présente à l'inspection une fiche d'acceptation préalable des déchets qui identifie les déchets autorisés à savoir selon le code déchets : 20 03 01 et 20 03 02. La caractérisation de ces déchets n'est pas indiquée notamment au regard des seuils définis au I de l'article R.541-48-3 du code de l'environnement.
Il est demandé à l'exploitant de respecter les dispositions définies au III de l'article R.541-48-3 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Attestation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Attestation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection l'attestation définies au I de l'article R541-48-4 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois